

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Jeudi 2 décembre 2021 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5403 - 18^e année

BRAHIM GHALI, DANS UN ENTRETIEN
À LA TÉLÉVISION ALGÉRIENNE :

« **Le régime marocain est terroriste** »

LIRE EN PAGE 16



Ph : APS

COVID-19

**LE GOUVERNEMENT
POURRAIT RECOURIR À CES
MESURES PROCHAINEMENT**



**Le passe
sanitaire
et l'obligation
vaccinale**

P4

COOPÉRATION SINO-AFRICAINE

**Les pays africains
sollicitent
l'expertise chinoise**

P3

SALON DE DÉFENSE ÉGYPTIEN



**Chengriha
s'enquiert des armes
« dernier cri »**

P3

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME ÉMIR ABDELKADER -
ZEMMOURI, CET APRÈS-MIDI À 15H30

**Flora's Secret,
la candidate
à battre**

P14



COUPE ARABE FIFA-2021/ALGÉRIE 4 - SOUDAN 0

Les Verts démarrent fort

La sélection nationale A' a atomisé son homologue soudanaise sur le score sans appel de 4 à 0, pour le compte de la première journée de la Coupe arabe Fifa-2021 (Gr.D), hier, au stade Ahmed Ben Ali à Doha.

P7

LE SEMINAIRE DE HAUT NIVEAU SUR LA PAIX ET LA SECURITE EN AFRIQUE S'OUVRE AUJOURD'HUI A ORAN

Lamamra préside les travaux de la rencontre

Après avoir tenu sa 7ème rencontre dans la capitale gabonaise, Libreville, en janvier 2020 sous le thème « Faire taire les armes en Afrique... créer un environnement favorable pour les enfants affectés par les conflits armés », le séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique ouvre sa huitième réunion, de trois jours, à partir d'aujourd'hui, dans la capitale de l'ouest du pays, Oran, sous la présidence du chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra,



Ph: DR

Le séminaire de Haut niveau initié par le Comité de paix et de sécurité de l'Union africaine (CPS/UA) tient sa huitième rencontre, cette année, dans une conjoncture de nouveaux conflits et tensions qui s'ajoutent à ceux que connaît le continent, outre les défis persistants auxquels est confronté le continent, les conséquences des changements climatiques, sécheresse, famine, exode des populations, et de surcroît manque de ressources financières pour assurer un rythme accéléré des actions visant la paix et la prévention des conflits en Afrique, à travers son architecture. Aussi, le développement socio-économique, qui devrait faire reculer voire éradiquer le terrorisme peine à se manifester d'une manière percutante, demeure l'un des principaux chantiers inscrit dans l'agenda de l'institution africaine et que les pays membres de l'UA sont appelés à propulser d'abord entre pays africains, au vue des potentialités et des possibilités existantes en plus avec les partenaires étrangers selon les intérêts des peuples africains. Les conflits en Afrique, les crises et les tensions persistantes entre pays du continent, sont à l'origine d'une situation dramatique dans laquelle est plongé l'enfant africain et donc l'avenir de générations d'africains et de l'Afrique. Selon les chiffres du CPS de l'UA, un enfant sur cinq se trouve dans une zone de conflit, pour un total de 152 millions d'enfants concernés par cette dangereuse situation, laquelle prive ces millions d'enfants d'un environnement sûr et sécurisé et à l'éducation et donc un avenir incertain incontestablement. Des situations de crises et de tensions et de non règlement de conflits, qui souvent sont nourries par des interférences et les interventions étrangères dans les affaires africaines en plus de l'immobilisme des membres du Conseil de sécurité à appliquer le droit international, qui est souvent mis en veille et contourné en raison d'intérêts de membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies (ONU). Alors que l'Union africaine prône une approche basée sur le règlement

des causes profondes à l'origine des conflits, des crises, du terrorisme, d'absence de développement, des conséquences des changements climatiques les plus ressentis en Afrique, alors que la responsabilité des bouleversements du climat incombe aux riches, ces derniers font preuve d'absence de volonté politique, non seulement à freiner leurs activités polluantes, se contentant de lancer des engagements sans suite. La coordination et la coopération entre L'UA et l'ONU, notamment entre le CPS et le CS respectivement en charge, des questions de la paix et la sécurité, en Afrique, pour le CPS et au niveau mondial pour le Conseil de sécurité de l'ONU, d'autant plus que dans l'ordre du jour du Conseil de sécurité, deux tiers de ses résolutions adoptées au titre du Chapitre VII de la Charte concernent l'Afrique.

« Il faut réparer une injustice historique contre l'Afrique, il y a une demande accrue du continent pour la réforme du Conseil de sécurité et de sa composition »

Cette situation exige une coopération renforcée entre le Conseil de sécurité, l'UA et son Conseil de paix et de sécurité. Aussi dans l'attente de la traduction des réformes au sein de

l'ONU et notamment son Conseil de sécurité, visant l'entrée de nouveaux membres permanents, dont des représentants de l'Afrique, veiller à ce que les pays africains puissent faire entendre leur voix sur les questions qui les concernent est une préoccupation africaine permanente, qui ne manquera pas, au rendez-vous d'Oran, d'être abordé par le chef de la diplomatie algérienne et ses homologues africains. Le séminaire de Haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, offre en outre l'occasion d'examiner outre la teneur de cette coopération entre les deux institutions, mais aussi les carences, dont la représentation africaine au sein du CS de l'ONU et les contributions financières du Fonds pour la Paix de l'UA, qui suite à des appels a réussi à avoir 204 millions de dollars, alors qu'il faut atteindre l'objectif des 300 millions de dollars d'ici à 2023. Il est à rappeler, qu'après débat, le CPS a approuvé à l'unanimité la proposition de l'Algérie, portant création d'un Fonds africain pour le traitement des effets négatifs des changements climatiques sur notre continent, avec la contribution de tous, notamment les pays développés, premiers responsables des consé-

quences en Afrique, des bouleversements du climat. Octobre dernier, la Vice-secrétaire générale de L'ONU, Mme Amina J. Mohamed indiquant qu'elle prend note des efforts déployés par l'UA pour « s'attaquer aux causes profondes des conflits », dans le cadre de la Charte africaine, du mécanisme africain d'évaluation par les pairs, du système d'alerte rapide à l'échelle du continent, de la politique de l'UA pour la reconstruction et le développement après un conflit, et d'autres mécanismes analogues » elle a « félicité l'Union africaine pour sa contribution accrue aux opérations de paix internationales et salue le partenariat, UA/ONU l'Union dans le cas des opérations de maintien de la paix » citant à titre d'exemple la mission MINUAD au Darfour qui a récemment pris fin. Aussi pour la prévention de la paix et de la sécurité ainsi que le règlement des conflits et des crises, sur notre continent, les participants mettront en avant la défense et le respect du droit international et la Charte des Nations Unies ainsi que celle de l'UA, étant les fondements essentiels de la durabilité de la paix, la sécurité et par conséquent de la stabilité, condition fondamentale du

développement durable au niveau continental et aussi mondial. Le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA, Smail Chergui, a réaffirmé, au rendez-vous de Libreville, la nécessité de conjurer les efforts en vue de trouver de « meilleures solutions possibles aux situations de conflits » en Afrique, lançant un appel lors de son intervention aux travaux du 7ème séminaire de haut niveau du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA.

« Notre séminaire (de Libreville/gabon : ndr) vient à propos, nous inviter à la recherche de meilleures solutions possibles, aux situations de conflits notamment au Soudan du Sud, en Libye, en République centrafricaine et dans la région du Sahel » avait souligné Chergui dans son allocution, ajoutant que « pour que l'Afrique soit respectée, il faut réparer une injustice historique contre ce continent ». Ceci d'autant plus, a-t-il poursuivi « qu'il y a une demande accrue du continent pour la révision du Conseil de sécurité et de sa composition », a-t-il insisté. Conçu comme une plateforme de concertation et d'harmonisation, les séminaires de l'UA sur la paix et la sécurité visent outre à faire le point sur la situation sécuritaire du continent, se penche à déterminer et peaufiner les lignes directrices qui devront guider les positions africaines aux Nations unies, notamment par les pays africains présents, et dont le RDV d'Oran devra marquer une dynamique sur cette question, sur fond non seulement des défis à relever en la matière, mais aussi au regard des mutations en cours dans les rapports internationaux et les luttes de convoitises entre des puissances qui se manifestent sur notre continent, notamment par des interventions militaires étrangères, sous multiples prétextes, à l'origine de déstabilisation de pays et de crises dans des pays africains

Karima Bennour

LE MAE TUNISIEN OTHMANE EL JARENDI :

« Consultation, dialogue et coordination sur toutes les questions intéressant l'Afrique »

Le ministre tunisien des Affaires étrangères et de l'émigration des Tunisiens à l'étranger, Othmane El Jarendi, et le ministre tchadien des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Tchadiens à l'étranger, Cherif Mahamat Zene, sont arrivés mardi soir à l'aéroport international d'Oran "Ahmed Ben Bella", pour participer aux travaux de la 8e conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique prévue à compter d'aujourd'hui, à Oran. Les deux ministres sont arrivés à l'aéroport d'Oran accompagnés du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra. À son arrivée, le ministre tunisien a déclaré, à la presse, que "les relations algéro-tunisiennes, très anciennes, sont en continuelle évolution, nonobstant la coordination totale, étroite et permanente entre les dirigeants des deux pays et entre moi et mon frère Ramtane Lamamra". Othmane El Jarendi a affirmé que les deux pays sont en coordination constante

sur toutes les questions de la région, du monde et des questions bilatérales, faisant référence à la consultation permanente et continue entre les deux pays. "Nous tenons vivement à travailler en commun dans tous les domaines et dans toutes les circonstances", a-t-il souligné. Le ministre tunisien a indiqué que sa présence à Oran s'inscrit dans le cadre de la réunion du Conseil de paix et de la sécurité en Afrique. "C'est une occasion de plus pour ce Conseil de se réunir à Oran avec les membres africains non permanents du Conseil de sécurité, de nombreux fonctionnaires de l'Organisation des Nations unies (ONU) et des hauts fonctionnaires de l'Union africaine (UA), pour la consultation, le dialogue et la coordination sur toutes les questions intéressant l'Afrique dans tous les domaines, en particulier ceux liés à la sécurité, la paix et le développement", a-t-il déclaré. Dans ce sens, le chef de la diplomatie tunisienne a estimé que "la conférence sera l'occasion d'échanger les points de vue sur les

moyens les plus efficaces d'œuvrer dans l'intérêt de l'Afrique et dans l'intérêt de nos pays et de dégager des recommandations que nous suivrons dans notre activité diplomatique au niveau du Conseil de sécurité et au niveau du Conseil africain de la paix et de la sécurité". Il a également affirmé, dans le même contexte, que l'Algérie, qui accueille cette rencontre, "est toujours précurseur pour développer tous les cadres appropriés de dialogue, que ce soit au niveau arabe ou africain et récemment au niveau des pays voisins de la Libye", ajoutant "les rencontres des prochains jours font partie de ces cadres de concertation que nous offre notre sœur l'Algérie pour que nous puissions dialoguer les uns avec les autres et dégager des stratégies de travail qui profiteront à nos pays et à la sécurité et la paix dans notre région". La conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique se tiendra à Oran du 2 au 4 décembre.

R. N.

FORUM DE LA COOPÉRATION SINO-AFRICAIN

Les pays africains sollicitent l'expertise chinoise

Les pays africains ont besoin de l'expertise et de l'accompagnement de la Chine pour réaliser leurs projets de développement, et pas seulement de financement d'investissements.

Cette demande a été expressément formulée par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, dans son allocution prononcée au huitième Forum de la coopération sino-africaine (FCSA) qui s'est tenu les lundi 29 et mardi 30 novembre à Dakar (Sénégal). C'est ce qui est attendu du FCSA dans l'après-Corona. Il a fait remarquer que la triade, paix-sécurité-développement, est une équation qui exige une approche globale pour promouvoir la paix et le développement afin de traiter les causes profondes qui menacent la paix et la sécurité et conduisent à la violence, provoquent les conflits et en créent des zones de tensions. Le ministre algérien a salué les efforts des autorités chinoises pour procurer les financements, sous diverses formes, aux projets dans les pays africains. Il s'est déclaré satisfait par les progrès réalisés dans la mise en œuvre du FCSA 2019-2021. Ce qui a permis, a-t-il ajouté, de renforcer et d'élever le niveau de la coopération entre les partenaires chinois et africains conformément aux principes de sincérité, d'amitié



et d'égalité énoncés dans la Déclaration politique commune du Troisième Sommet du Forum, et ce, malgré des obstacles qui ont résulté de la propagation de la Covid 19. Ramtane Lamamra a insisté sur les efforts du continent africain dans la lutte contre la pauvreté et pour la réduction de la mortalité infantile aussi bien que dans la lutte contre les épidémies dans certains pays du continent, ce qui exige d'adapter et d'harmoniser le programme de travail du Forum pour 2022-2024 afin de contribuer à passer cette étape difficile. Le ministre a souligné la nécessité de lutter contre le changement climatique, qui constitue un grand problème pour le continent confronté aux conséquences de ce phénomène sur le système écologique et sur les secteurs économiques, en particulier l'agriculture, qui procure les moyens de subsistance des populations, alors que la responsabilité de l'Afrique dans le

changement climatique est négligeable devant celle des pays industrialisés. À propos du partenariat entre l'Algérie et la République populaire de Chine, Ramtane Lamamra a rappelé la forte relation historique entre les deux pays, qui s'est profondément enracinée au cours de notre Guerre de libération, avec le soutien politique et militaire de nos amis chinois. Ce partenariat s'est développé et renforcé après l'Indépendance pour prendre un caractère stratégique global en 2014. L'Algérie, a souligné Lamamra, accorde une grande importance à son partenariat avec la Chine dans le cadre du FCSA. La Chine est l'un des principaux pays qui soutiennent et aident les pays africains à se débarrasser du colonialisme, et à développer le continent, a-t-il fait observer. D'autre part, le ministre a cité les projets réalisés par l'Algérie : la route transsaharienne Alger - Lagos avec 2415 km; le gazoduc trans-saharien qui est

un projet algéro-nigérian avec une longueur totale de 4128 km inscrit dans le cadre du NEPAD; le projet de liaison par fibre optique, Algérie-Abuja, dans le cadre du NEPAD également qui permettra d'accroître l'utilisation des TIC et de réduire ainsi la fracture numérique. Ramtane Lamamra a fait remarquer que les mouvements de personnes et de marchandises entre l'Afrique et le reste du monde seront facilités par la route transsaharienne et ses bretelles vers l'autoroute Est-Ouest et les ports et aéroports algériens. Cela est de nature à accroître la compétitivité des produits africains sur les marchés internationaux, a-t-il ajouté. Ces projets, a souligné Ramtane Lamamra, coïncident avec l'entrée en vigueur de la Convention sur la zone de libre-échange africaine, ouvriront de nouveaux horizons aux partenaires chinois pour de leurs investissements dans le continent.

M'hamed Rebah

SALON DE DÉFENSE ÉGYPTIEN

Chengriha s'enquiert des armes

« dernier cri »

En visite officielle en Égypte depuis dimanche dernier, dans le cadre du salon de défense « Edex-2021 » et en qualité de représentant du président Tebboune, le général de corps d'armée, Saïd Chengriha, chef d'état-major de l'ANP, s'enquiert des dernières productions en matière de défense militaire ainsi que le développement de l'armement. Ainsi, selon le ministère de la Défense nationale qui a diffusé un communiqué dans ce sens, au quatrième jour de sa visite officielle Saïd Chengriha a poursuivi, hier, sa visite aux différents stands du Salon de défense « EDEX -2021 ». À commencer par l'espace d'exposition de la Chine où le chef d'état-major s'est attardé particulièrement et où « s'est longuement arrêté et a reçu d'amples explications sur les différents systèmes d'armes et les nouvelles technologies militaires exposés. » Le général de Corps d'armée s'est ensuite rendu au stand dédié à l'industrie de défense égyptienne afin de s'enquérir de l'expérience égyptienne dans ce domaine, précise la même source, ajoutant que Chengriha, accompagné d'une délégation, a également visité le stand de la Serbie, où il a évoqué avec les exposants « les voies permettant l'échange de connaissances et d'expertises avec la partie serbe dans le domaine des industries militaires. » Aussi, Chengriha a rendu visite au stand de l'Inde au cours de laquelle il a suivi un exposé sur « les dernières technologies militaires indiennes » en matière de production des systèmes d'armes. Enfin, le général de Corps d'armée a clôturé sa visite de l'« EDEX -2021 » par le stand de la Russie où les derniers armements et technologies militaires russes sont exposés.

F. B.

ACCORD D'ASSOCIATION ENTRE L'ALGÉRIE ET L'UE

Pourquoi la révision est nécessaire pour l'Algérie

Selon Sami Agli, président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), et Akli Moussouni, expert senior/cabinet CIExpert (ex-simde) la révision de l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne, selon une approche « gagnant-gagnant », tel qu'ordonné par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, représente une nécessité, voire une urgence, pour remettre cet accord dans le bon sens et rendre les relations économiques et commerciales en faveur de l'Algérie.

Animant conjointement, hier, le forum économique du quotidien « El Moudjahid », Sami Agli a plaidé pour un accord réaliste, exécutable et surtout équilibré, appelant à impliquer les opérateurs économiques qui sont sur le terrain dans les consultations. Il en veut pour exemple, la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), où l'Algérie a été impliquée dans le processus du début jusqu'à la fin, ce qui lui a permis d'évaluer les atouts et les faiblesses de l'intégration dans cette zone.

En outre, le président de l'organisa-

tion patronale a encouragé les entreprises nationales à travailler avec les normes mondiales et se préparer aux nouvelles conditions imposées par le marché, précisant qu'« il est temps de joindre l'OMC (Organisation mondiale du commerce). En termes de chiffres, Agli a précisé que le cumul des exportations algériennes hors hydrocarbures (HH) vers l'UE, premier partenaire du pays, n'a même pas atteint les 14 milliards de dollars (mds USD) durant cette décennie, alors que le cumul des importations algériennes auprès de l'UE s'est chiffré à 220 mds USD, avec une moyenne annuelle de 22 mds USD.

Sur 15 ans (2003-2018), les exportations algériennes HH vers l'UE sont passées de 344 millions USD en 2003 (deux ans avant l'application de l'accord) à 889 millions USD à peine en 2018. Pourtant, il dira que « l'Algérie visait, à travers l'accord, de promouvoir ses exportations hors hydrocarbures vers l'Europe et de voir les investissements européens en Algérie croître ». Ajoutant « l'accord d'association Algérie-UE n'a généré ni l'investissement direct étranger, qui est prati-

quement nul, ni de postes d'emploi et de croissance économique », regretta-t-il.

Quant aux problèmes qui bloquent l'exportation du produit algérien vers l'UE, l'expert en la matière Akli Moussouni a présenté une exposition dans ce cadre, précisant que malgré les avantages de l'Algérie notamment dans le domaine de l'agriculture, le caractère traditionnel de son produit ne lui permet pas de négocier en force, aussi l'absence d'un marché normalisé, la qualité du produit, faiblesse du produit national qui est anarchique et hors formes mondiales, douteux, cher et non compétitif. Du coup il dira en conclusion que l'intérêt de la partie algérienne ne réside pas dans la révision des clauses des accords mais dans la valorisation des avantages de son contexte socioéconomique. Prenant comme exemple le secteur de l'agriculture, il propose de procéder à la modification du statut des 08 huit marchés de gros qui sont anarchiques à travers une nouvelle planification et encadrement, également le même conférencier suggère la mise en place des dispositifs et des réglementations pour encadrer le nou-

veau schéma des filières.

Pour rappel, lors du Conseil des ministres le 31 octobre passé le président de la République Abdelmadjid Tebboune a instruit de revoir les dispositions de cet accord, signé en 2002 et entré en vigueur en 2005, « clause par clause » et en fonction d'une « vision souveraine et d'une approche gagnant-gagnant ». La révision ciblée doit surtout tenir compte, selon lui, de « l'intérêt du produit national en vue de créer un tissu industriel et des emplois ». Dans son article 1, l'accord prévoit de « ...développer les échanges, assurer l'essor de relations économiques et sociales équilibrées entre les parties, et fixer les conditions de la libéralisation progressive des échanges de biens, de services et de capitaux ». En 2020 l'Algérie a lancé de nouvelles concertations avec l'UE pour réévaluer l'accord dans l'objectif de le réviser. En décembre 2020, lors de la 12ème session du Conseil d'association avec l'UE, l'Algérie a alors assuré que la révision de l'accord se « fait sur la base de l'équilibre », soulignant « la volonté de dialogue de part et d'autre ».

Sarah Oubraham

LE GOUVERNEMENT ENVISAGE DEUX MESURES CONTRE LA COVID-19

Extension du pass-sanitaire et obligation vaccinale

Au vu de l'augmentation des cas de contamination au Covid-19 en Algérie, impliquant de ce fait une quatrième vague de la pandémie, et avec l'apparition d'un nouveau variant, Omicron, classé « inquiétant », les autorités pourraient être amenées à édicter des mesures sanitaires adaptées notamment en matière d'obligation vaccinale et d'extension du pass-sanitaire à certaines activités.

C'est ce qui a été révélé mardi dans un communiqué du Premier ministre rendu public à l'issue d'une réunion tenue entre Aïmène Benabderrahmane, et le Comité scientifique chargé du suivi de l'évolution de la pandémie du Covid. Dans ce cadre et indépendamment des conditions d'accès imposées pour les voyageurs, le Comité scientifique a recommandé aussi l'institution du pass-sanitaire comme condition d'entrée et de sortie du territoire national. Cette mesure sera mise en œuvre dans les prochains jours pour ce qui est du transport de voyageurs par voie maritime. Il a été rappelé, par la même, que l'accès aux manifestations sportives et culturelles et aux salles des fêtes est



déjà subordonné à la présentation d'un certificat de vaccination. En cette circonstance, le gouvernement a appelé l'ensemble des citoyens à davantage d'engagement et de responsabilité pour soutenir l'effort national de lutte contre cette épidémie mondiale par la vaccination et par la poursuite du respect des gestes barrières et des protocoles sanitaires qui feront l'objet d'un contrôle rigoureux par les services habilités en particulier pour ce qui est de l'exigence du port obligatoire du masque de protection.

LE COMITÉ SCIENTIFIQUE INSISTE SUR LA VACCINATION

Cependant et malgré la disponibilité de vaccin, la vaccination s'effectue à un faible rythme, au moment où la situation épidémiologique dans beaucoup de régions dans le monde connaît une nouvelle vague de la pandémie, voire un inquiétant rebond aggravé par l'apparition du nouveau variant (Omicron) qui préoccupe aujourd'hui la communauté scientifique au

plus haut degré. À ce titre, le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus (Covid-19) et l'autorité sanitaire recommandent, avec insistance, l'extrême vigilance des citoyens qui doivent éviter tout relâchement à l'égard du respect des gestes barrières et des différents protocoles sanitaires dédiés aux différentes activités économiques, commerciales et sociales. Ils réitérent leurs appels en direction des citoyennes et des citoyens non

encore vaccinés à l'effet de participer massivement aux campagnes de vaccination qui se poursuivent à travers le territoire national et ce, dans l'objectif de prémunir de la gravité des effets de cette pandémie sur les plans sanitaire, économique et social.

LE DISPOSITIF ACTUEL RECONDUIT POUR 10 JOURS

Par ailleurs, le gouvernement a décidé de reconduire, pour une période de 10 jours à compter de mercredi 1er décembre, le

dispositif actuel. Il faut rappeler qu'à la faveur de la relative stabilisation de la situation épidémiologique, le gouvernement avait pris une série de mesures d'allègement du dispositif de gestion de la crise sanitaire qui se sont traduites notamment par la levée des restrictions sur la mobilité des personnes, sur les rassemblements de personnes et regroupements familiaux et les activités commerciales, économiques et sociales. Ces mesures d'assouplissement doivent cependant être accompagnées par la poursuite, de manière rigoureuse, du respect par les citoyens des gestes barrières, notamment le port obligatoire du masque et l'observation des règles d'hygiène ainsi que l'application stricte des différents protocoles sanitaires adoptés par le comité scientifique et dédiés aux différentes activités économiques, commerciales et sociales. Elles devaient être également soutenues par l'intensification des opérations de vaccination de la population, qui demeure le meilleur moyen de prévention et de protection des citoyens et de la société en général et l'élément essentiel concourant à la normalisation de la situation et au maintien des activités économiques et sociales.

Ania Nch

POINT COVID-19

192 nouveaux cas, 152 guérisons et 5 décès

Cent quatre-vingt-douze (192) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 152 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé hier, le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 210 723, celui des décès à 6 076 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 144 602 cas. Par ailleurs, 16 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 24 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 18 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 6 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

APS

LE MAROC CONTINUE À INONDER L'ALGÉRIE DE SES POISONS

L'ANP saisit plus de trois quintaux de kif

La drogue comme moyen d'agression est devenue un phénomène coutumier auquel s'adonne, depuis des années, le Makhzen pour porter atteinte à la société juvénile algérienne. Fort heureusement que l'essentiel des tentatives marocaines consistant à inonder l'Algérie du hachich cultivé sous les auspices des hautes autorités royales bute souvent sur le bouclier de l'Armée nationale populaire au niveau des frontières Est. Pour preuve, une quantité de plus de trois quintaux de kif a été saisie entre le 24 et 30 novembre passés.

En effet, dans un communiqué rendu public hier, le ministère de la Défense nationale a fait état du bilan opérationnel de lutte contre les fléaux d'insécurité sous plusieurs fronts.

« Dans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période du 24 au 30 novembre 2021, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut

professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national », indique le MDN.

Ainsi, aborde la même source, dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont arrêté 6 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national.

Dans le contexte des opérations de lutte contre la criminalité organisée et dans la dynamique des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, 11 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction de quantités de drogues via les frontières avec le Maroc, s'élevant à trois quintaux et 33 kilogrammes de kif traité, tandis que 28 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 62 kilogrammes de la même substance et 203 740 comprimés psychotropes saisis

dans diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires, selon le même communiqué.

Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, 55 individus et saisi 10 véhicules, 70 groupes électrogènes, 41 marteaux piqueurs, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, alors que cinq autres individus ont été arrêtés, cinq fusils de chasse, quatre tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et 18 250 paquets de tabac ont été saisis à Ghardaïa, Djelfa et In Guezzam.

Dans un autre contexte, les Gardes-frontières ont déjoué des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 11804 litres à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras, alors que 63 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Djanet, El-Oued, Béchar et Tébessa.

F. B.

SUPPRESSION DES ÉPREUVES DU BEM

Le démenti du Men

Suite aux informations relayés par certains médias et sur les réseaux sociaux quant à la suppression du Brevet de l'enseignement moyen (BEM), le ministère de l'Éducation nationale a affirmé, dans un communiqué rendu public mardi que ces épreuves sont toujours maintenues, soulignant, par la même, l'importance de recueillir l'information à la source. Le ministère a précisé, dans son communiqué, que le BEM sanctionne un cycle d'enseignement obligatoire et permet d'évaluer les compétences de l'élève et ses potentialités pour poursuivre ses études dans l'enseignement secondaire général et technologique, réfutant les informations relayées par certains médias et sur les réseaux sociaux faisant état de l'annulation de cet examen. Le ministère a, dans le même contexte, souligné l'impératif de recueillir l'information à la source, et ce via le site électronique du ministère ou sur sa page Facebook officielle et authentifiée. Les inscriptions à cet examen national ont déjà été lancées dimanche et se poursuivront jusqu'au 23 décembre 2021, a rappelé le ministère.

A. N. ch.

UNION INTERPARLEMENTAIRE

L'Algérie élue membre du Comité exécutif international et du Groupe consultatif de haut niveau

L'Algérie a été élue membre du Comité exécutif international ainsi que du Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent de l'Union interparlementaire (UIP), et ce lors des travaux de la 143e assemblée de l'UIP, clôturés mardi dernier à Madrid (royaume d'Espagne).

« La participation active de la délégation parlementaire algérienne dirigée par le vice-président du Conseil de la nation, Ahmed Bennai, aux travaux de la 143e Assemblée de l'UIP et aux réunions connexes, a été couronnée par l'élection d'Ahmed Kharchi, vice-président du Conseil de la nation, en qualité de membre du Comité exécutif international de l'UIP après avoir été plébiscité par les membres du groupe africain, et ce en reconnaissance du rôle actif de la diplomatie parlementaire algérienne dans les différentes manifestations et activités de l'UIP », a précisé un communiqué du Conseil de la nation.

Cette élection, ajoute la



Ph. : DR

même source, "intervient grâce aux efforts des relations solides du partenariat existant entre le Parlement algérien avec les différents parlements et groupes géopolitiques au niveau de l'UIP, en adéquation avec la relance et la dynamique sans précédent que connaît la politique étrangère de l'Algérie, sous la supervision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en devenant un acteur influent sur les plans continental et international". De son côté, le vice-président de l'Assemblée popu-

laire nationale (APN), Moundir Bouden a été élu membre du Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent de l'UIP, créé en 2017. Ledit groupe œuvre également pour "l'administration du programme conjoint sur le terrorisme et l'extrémisme violent entre l'UIP et le Bureau des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et le Bureau des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme (UNOCT), dans le but de faire connaître les expériences des

parlementaires à travers les instances onusiennes". La délégation parlementaire prenant part aux travaux de la 143e Assemblée de l'UIP était dirigée par le vice-président du Conseil de la nation, Ahmed Bennai, en compagnie du vice-président de l'APN, Moundir Bouden, des membres du Conseil de la nation, Ahmed Kharchi, Fouzia Benbadis et Hamid Bouzekri, et des députés de l'APN, Farida Ilimi et Mohamed Anouar Bouchouit.

R. N.

ACCORDS D'ASSOCIATION MAROC-UE

La Suède s'oppose à l'appel interjeté contre le verdict du Tribunal européen

La Suède s'est opposée à la décision du Conseil de l'Union européenne (UE) de faire appel du verdict du Tribunal européen invalidant deux accords sur la pêche et l'agriculture liant le Maroc à l'UE et étendus au Sahara occidental occupé pour non-respect du consentement du peuple sahraoui, a affirmé l'Observatoire international Western Sahara Resource Watch (WSRW). L'observatoire WSRW indique sur son site que « dans un geste qui n'a surpris personne, le Conseil de l'UE a fait appel auprès de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) (...) mais le Conseil n'a pas été unanime » à suivre la voie de violation des lois de l'UE et de la légalité internationale. L'observatoire chargé du suivi de l'exploitation des ressources naturelles au Sahara occidental occupé assure que "la Suède a voté contre la décision du Conseil de l'UE de faire appel de la décision du 29 septembre du Tribunal de l'Union européenne, qui a annulé à la fois l'accord

agricole UE-Maroc et l'accord de pêche dans la mesure où ils étaient appliqués aux territoires sahraouis occupés". "L'objection suédoise à l'appel est conforme à la position déclarée du pays selon laquelle les accords bilatéraux UE-Maroc ne devraient pas être étendus au Sahara occidental", ajoute la même source. WSRW rappelle "qu'en 2018 la Suède a été le seul Etat membre de l'UE à s'opposer à la pratique que l'UE avait adoptée en réponse aux précédents arrêts de la Cour de justice de l'UE qui avaient déjà invalidé l'application des accords UE-Maroc à la dernière colonie en Afrique : l'approche consistant à insérer un amendement dans les accords contestés afin d'inclure explicitement le Sahara occidental dans leur champ d'application géographique, sans le consentement" du peuple sahraoui. La Suède a expliqué son refus d'approuver ces amendements en déclarant que "les exigences légales de la Cour européenne de justice

n'ont pas été remplies" car "les organisations vitales représentant le peuple du Sahara occidental n'ont pas donné leur consentement", explique l'ONG. L'observatoire international déplore, en outre, le fait que le Conseil de l'UE ait cédé au chantage du Maroc en faisant appel du verdict du Tribunal de l'Union européenne après une réunion des ministres du Développement des 27. "L'appel avait déjà été approuvé provisoirement au niveau des ambassadeurs des États membres de l'UE (COREPER), le 10 novembre, mais devait encore être approuvé au niveau ministériel", a fait observer WSRW. L'approbation du COREPER, poursuit l'observatoire, "est intervenue quelques jours seulement après que le roi du Maroc a émis une menace claire vis-à-vis de l'Union" européenne lors de son discours tenu le 6 novembre à l'occasion de l'anniversaire de l'invasion militaire contre le peuple sahraoui.

R. I.

LE PARTI DES TRAVAILLEURS TUNISIEN :

« Le Makhzen est prêt à accomplir les plus sales besoins dans la région »

Le Parti des travailleurs tunisien a mis en garde contre "les lourdes conséquences" qu'auront les conventions sécuritaires signées entre le Maroc et l'entité sioniste sur les régions arabes, du Maghreb et d'Afrique du Nord, soulignant que le régime du Makhzen est prêt à accomplir "les plus sales besoins" dans la région, en contrepartie du soutien de son occupation du Sahara occiden-

tal. Les conventions sécuritaires signées avec l'entité sioniste auront de lourdes conséquences sur les régions arabes, du Maghreb et d'Afrique du Nord, a précisé le parti à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, célébrée le 29 novembre de chaque année. Les peuples et les forces nationales à travers le monde arabe doivent redoubler d'efforts pour dénoncer la conspira-

tion de certains systèmes arabes, a-t-il dit. Le parti a appelé toutes les forces nationales en Tunisie à trouver un cadre de coordination pour l'élaboration d'une loi criminalisant la normalisation avec l'entité sioniste(...), appelant à faire pression sur les autorités du pays pour les amener à adopter une position explicite contre la convention sécuritaire signée entre les gouvernements marocain et sioniste, vu ses

répercussions directes sur la sécurité en Tunisie. Dans ce cadre, le parti des Travailleurs tunisien a réaffirmé son soutien au peuple palestinien, appelant les peuples libres à travers le monde à "redoubler d'efforts pour soutenir le combat du peuple palestinien (...) et lui permettre d'établir son État indépendant avec pour capitale Al-Qods".

R. I.

POUR AVOIR DÉNONCÉ LA CORRUPTION Des militants, journalistes et femmes politiques arrêtés au Maroc

Le mouvement féministe marocain, Khmissa, a exprimé son inquiétude face à la poursuite des arrestations de militantes des droits humains, de femmes politiques et de journalistes par la police politique au Maroc, dans le but de les intimider et de se venger d'elles à cause de leurs critiques à l'égard du régime et pour avoir dénoncé la corruption. Le mouvement a dénoncé via un communiqué la décision du procureur du Roi près le tribunal de Tanger de poursuivre la dénommée Fatima Zahra Ould Belaïd, mise sous mandat de dépôt après son interpellation à son domicile, le 25 novembre courant, en raison de sa participation aux manifestations contre la politique du régime du makhzen, notant qu'elle a été arrêtée sans recevoir de convocation, en violation flagrante de la procédure pénale. Le mouvement Khmissa a jugé l'arrestation de cette jeune femme comme étant "arbitraire et hors la loi", relevant que la plainte déposée par le doyen de la faculté de droit de la ville de Tanger est une plainte "malveillante", car manifester pacifiquement est un droit garanti par les conventions internationales et le droit marocain. Il a notamment exigé la libération de Fatima Zahra Ould Belaïd et le retrait de la plainte déposée contre elle. Khmissa a notamment exprimé sa préoccupation face aux arrestations continues de militantes des droits humains, de femmes politiques et de journalistes par la police politique au Maroc, afin de les intimider et de se venger d'elles à cause de leurs critiques du régime en place et pour avoir dénoncé la corruption. Il a, en outre, souligné que l'arrestation de la jeune femme s'inscrit dans le cadre d'un recul des droits humains que connaît le Maroc et de la série d'arrestations politiques successives dans le but de réprimer les voix indépendantes et critiques à l'égard du régime. Outre le mouvement "Khmissa", les Marocains ont été nombreux à réagir sur les réseaux sociaux en dénonçant l'arrestation de la jeune Fatima Zahra Ould Belaïd et son transfert vers le poste de police à cause de ses revendications portant sur le droit au travail et son refus de la politique "d'exclusion" après le plafonnement de l'âge de candidature aux concours d'enseignement à 30 ans.

R. I.

FORUM MONDIAL DE LA JEUNESSE DE SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI

Signature d'un accord de coopération entre l'UJSARIO et la jeunesse autrichienne

L'Union de la jeunesse de Saguia El Hamra et Rio de Oro (UJSARIO) et l'Union de la jeunesse autrichienne ont signé un accord de coopération, en marge des travaux de la 2e édition du Forum mondial de la jeunesse pour la solidarité avec le Sahara occidental qu'abrite Malaga (Espagne). Lors de la cérémonie de signature de l'accord de coopération, Oubi Bouchraya Bachir, membre du secrétariat national, chargé de l'Europe auprès de l'Union européenne (UE) a mis l'accent sur la nécessaire mise en œuvre des clauses du mémorandum de par l'importance qu'il revêt, a rapporté l'Agence de presse sahraouie (SPS). Oubi Bouchraya a mis l'accent sur "la nécessité de renforcer les relations bilatérales qui lient les jeunes sahraouis et autrichiennes". Ont pris part à la 2e édition du forum, plus de 162 jeunes venus de 153 pays pour représenter 90 organisations de jeunes, dont 10 unions internationales, dont le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine, le Conseil des jeunes en Espagne, l'Union internationale de la jeunesse et l'Union internationale de la jeunesse socialiste (IUSY).

R. I.

COUPE ARABE FIFA-2021/ALGÉRIE 4 - SOUDAN 0

Les Verts démarrent fort

La sélection algérienne A' a atomisé son homologue soudanaise sur le score sans appel de 4 à 0, pour le compte de la première journée de la Coupe arabe Fifa-2021 (Gr.D), mercredi au stade Ahmed Ben Ali à Doha.

Avec Bounehdjah en pointe de l'attaque et un milieu offensif animé par le duo Brahimi-Sayoud, la sélection algérienne a très vite affiché ses ambitions en allant imposer un pressing très haut sur la défense soudanaise. D'ailleurs, la première action de la rencontre n'a pas tardé à venir, Soudani lance Bounedjah en profondeur de la défense adverse, ce dernier élimine le gardien et ouvre le score dès la 11e minute de jeu.

Les actions se multiplient de la part des Verts, notamment par Yacine Brahimi, en grande forme et qui a su profiter des espaces laissés par les défenseurs



soudanais pour alimenter l'attaque algérienne avec des passes chirurgicales notamment pour le duo Bounedjah-Soudani.

La domination algérienne était tellement forte, que le score aurait pu être plus important, malheureusement l'inefficacité et surtout l'excès de précipitation ont joué un vilain tour successivement à Bounedjah (18e et 25e) et Sayoud (35e).

Le travail des Algériens, ultras dominateurs, est récompensé par un deuxième but inscrit par l'entremise de Bounedjah (37e) qui signe à l'occasion un doublé.

Juste avant la pause citron, la sélection algérienne a inscrit un troisième but par le défenseur Benlamri d'une tête bien placée suite à un corner de Brahimi prolongé par son partenaire Bendebka. Au retour des vestiaires, les hommes de Madjid Bougherra n'ont pas tardé à marquer le 4e but par Soudani (46e) qui a profité d'une erreur d'un défenseur soudanais pour tromper le gardien adverse. Les deux premiers changements des Verts interviennent à l'heure de jeu, suite à la blessure de Sayoud qui a dû céder sa place à Tayeb Meziani tandis que Zakaria Draoui a remplacé Bendabka (64e). Les Soudanais auraient pu réduire la marque, suite au penalty accordé par l'arbitre japonais après une faute de Benlamri dans la surface de réparation, mais le gardien M'Bolhi a été impérial face à l'attaquant soudanais Mohamed Abderrahmane dit Al-Gherbal. Au dernier quart d'heure de la partie, le rythme a baissé d'intensité, mais les Algériens ont poursuivi leur domination sans réussir pour autant à concrétiser leurs occasions en buts.

Les Algériens démarrent ainsi ce rendez-vous arabe du bon pied, en attendant la 2e journée, prévue samedi contre le Liban (14h00), alors que le Soudan défiera l'Egypte (17h00).

R. S.

MADJID BOUGHERRA :

«Content de l'attitude des joueurs»

Le sélectionneur de l'équipe nationale A' de football Madjid Bougherra, s'est dit "content" de l'attitude de ses joueurs, vainqueurs mercredi sans forcer face au Soudan (4-0), en match disputé au stade Ahmed Ben Ali à Doha (Qatar), dans le cadre de la 1re journée (Gr.D) de la Coupe arabe de la Fifa 2021.

"Je suis content de l'attitude des joueurs, mais on aurait pu faire preuve d'un peu plus de maîtrise en seconde mi-temps. On ne s'enflamme pas pour le moment mais on reste sur les aspects positifs", a déclaré Bougherra, lors d'un point de presse organisé à l'issue de la rencontre. Les "Verts" ont ouvert le score dès la 11e minute grâce à Baghdad Bounedjah, avant que ce dernier ne récidive pour



faire le break (37e). Le défenseur Djamel Benlamri a surgi peu avant la pause (43e) pour mettre la sélection algérienne définitivement à l'abri. En seconde période, l'Algérie a accentué sa domination en ajoutant un quatrième but par l'entremise du revenant Hilal Soudani (46e). Le Soudan a raté un penalty par Mohamed Abderrahmane, repoussé par le portier Raïs M'bolhi (70e). "On essaie de rester sur le même état d'esprit

insufflé depuis trois ans par Belmadi", a-t-il ajouté, en référence à la série d'invincibilité de 33 matchs réalisée par l'équipe nationale A. Interrogé sur la non incorporation de l'ailier gauche du Qatar SC Youcef Belaïli, l'ancien capitaine des "Verts" a justifié cette décision par une blessure. "Belaïli a pris un coup hier à l'entraînement dans un toro, nous n'avons pas voulu prendre de risques, il sera avec nous au prochain match en principe", a-t-il expliqué. Lors de la 2e journée prévue samedi, l'Algérie affrontera le Liban au stade Al-Janoub (14h00), alors que le Soudan croisera le fer avec l'Egypte, au stade Ras Abu Aboud (17h00). Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finales, prévus les 10 et 11 décembre.

ÉCARTÉ LORS DES 6 PRÉCÉDENTS MATCHS DE VILLARREAL

Mandi rejoue et marque

L'international algérien, Aïssa Mandi a inscrit mardi soir son premier but sous les couleurs de Villarreal, le club qu'il a rejoint l'été passé dans un transfert libre en provenance de la Real Betis. Le défenseur central a retrouvé la compétition à l'occasion d'un match de coupe du Roi pendant lequel son équipe n'a trouvé aucune peine pour étriller le Victoria CF, sur le score sans appel de 8-0.

L'Algérien a disputé pour l'occasion son premier match avec son équipe depuis le 26 octobre dernier, date qui l'a vu sortir des plans de son entraîneur à Villarreal pendant pas moins de 6 matches complets, répartis entre 4 matches de Liga espagnole et deux autres de Ligue

des Champions. Pendant toute cette période, soit un peu plus d'un mois, il a participé à deux matches seulement avec l'équipe nationale. Unai Emery, l'entraîneur du sous-marin jaune, préfère encore s'appuyer sur le duo "Raul Albiol - Pau Torres", et il le voit comme le meilleur pour son effectif, même si on a vu que le niveau de l'axe défensif a beaucoup régressé. Cela s'est même répercuté négativement sur les résultats de l'équipe qui encaisse, depuis quelques temps, plusieurs buts en raison d'erreurs répétées. Si le coach du club espagnol décide campe sur sa position de faire confiance au duo suscité en dépit de ses bourdes à répétition, la situation de Mandi va s'empirer davantage. Il ne participera pas

alors à aucun match avec son équipe, jusqu'à ce qu'il rejoigne le stage de l'équipe nationale, qui débutera le 27 décembre, et ce, en vue de sa participation à la Coupe d'Afrique des nations.

Un sort que l'ancien joueur de Reims pourrait éviter au cas où l'un des deux joueurs de l'axe défensif préféré par Emery contracte une blessure ou écope d'une suspension.

Il est clair que la situation de Mandi, un élément clé de l'échiquier des Verts, est très inquiétante. Elle donne de gros soucis à l'entraîneur national, Djamel Belmadi, avant les grands défis qui attendent la sélection, à commencer par la CAN-2022 en janvier prochain.

Hakim S.

**S
T
R
O
P
S**

MOSTAGANEM. AGRUMES

Production prévisionnelle de 1,4 million de quintaux

Une production de 1,416 million de quintaux de différentes variétés d'agrumes est attendue dans la wilaya de Mostaganem, au titre de la saison agricole 2021-2022, a-t-on appris, mardi auprès de la direction locale des services agricoles.

La campagne de cueillette, lancée au mois de novembre courant, se poursuivra jusqu'à fin mars prochain, a indiqué le service de l'organisation de la production et de l'appui technique.

Elle touche une superficie globale de 4.750 hectares (ha) dans les régions de Bouguiret, Mesra, Hassi Mameche et Ain Nouissy. La campagne de cueillette a touché 204 ha, soit 4 % de la superficie globale, ce qui a permis une production de 56.370 quintaux des variétés "Thompson Naval", "Washington Naval", "Clementine" et citron avec un rendement total de 277 qx/ha. Lors de cette campagne, une production de 506.000 qx de la variété "Washington Naval", 424.000 autres de "Thompson Naval", 205.000 qx de clémentines et 4.220 qx de mandarine est attendue. En outre, quelque 265.000 qx d'autres variétés d'oranges seront produits, notamment "la sanguine" et 70.500 qx de citrons, soit un rendement total de 311 qx à l'hectare au cours de la même campagne. L'abondance de la production durant cette campagne devrait permettre une baisse significative des prix à l'instar des années précédentes, car les prix de certaines variétés d'oranges sur les marchés locaux et régionaux varient entre 100 et 150 dinars le kilogramme, a ajouté la même source. L'agrumiculture a enregistré à Mostaganem une stabilité de la production ces dernières années grâce à la maîtrise des techniques, au soutien de l'Etat accordé aux producteurs, aux opérations de vulgarisation agricole et au suivi



périodique assuré de la station régionale de protection des végétaux, a ajouté la même source. Au cours de la saison agricole écoulée, une production de 1,426

million de quintaux d'agrumes toutes variétés confondues a été assurée dans la wilaya de Mostaganem, se classant ainsi à la troisième place à l'échelle nationale.

VACCINATION CONTRE LA GRIPPE SAISONNIÈRE Mobilisation de 57 équipes médicales

La direction de la santé et de la population de la wilaya de Mostaganem a mobilisé 57 équipes médicales pour assurer la vaccination contre la grippe saisonnière, a indiqué, mardi, le directeur local du secteur, Mohamed Tewfik Khelil. Composées de 57 médecins et 114 agents paramédicaux, ainsi que de 36 psychologues cliniciens et d'administrateurs, ces équipes médicales superviseront l'opération de vaccination contre la grippe saisonnière, lancée lundi, a précisé M. Khelil dans une déclaration à l'APS. Ces équipes ont été réparties sur 36 unités de vaccination au niveau des polycliniques et des salles de soins et six (6) dispensaires mobiles ciblant les citoyens concernés par cette opération au niveau des zones enclavées et reculées. Elles s'ajoutent aux 14 unités de vaccination relevant des services de médecine du travail concernés par la vaccination des agents du secteur de la santé et de l'unité relevant de la DSP, a ajouté le directeur local de la Santé. Concernant les groupes ciblés, M. Khelil a indiqué que cette campagne touchera les personnes âgées (plus de 65 ans), les personnes atteintes de maladies chroniques (adultes et jeunes), les femmes enceintes, tous les agents du secteur de la santé, les pèlerins et les candidats à la Omra si nécessaire. A ce jour, la Direction de la santé et de la population a reçu 20.110 doses du vaccin contre la grippe saisonnière sur un quota destiné à la wilaya estimé à 23.559 doses, a indiqué M. Khelil.

BISKRA. OLÉICULTURE

Le développement de la filière tributaire de l'accompagnement technique

Les participants à une rencontre sur les techniques de promotion de la filière oléicole à Biskra, organisée au Centre de recherche scientifiques et technique sur les régions Arides (CRSTRA) du chef-lieu de wilaya, ont estimé que le développement de cette filière reste tributaire de l'accompagnement technique et scientifique. Le développement de la filière oléicole "doit avoir lieu selon une approche participative impliquant les intervenants et permettant de poser et de résoudre les préoccupations à l'échelle locale avec l'intervention des centres de recherche, alors que la prise en charge des problèmes les plus complexes des agriculteurs se fera avec l'aide d'experts de haut niveau", a souligné l'ingénieur agronome au CRSTRA Kamel Bensalah dans son intervention. Et d'ajouter : "L'olive et l'huile d'olive, des produits locaux à haute valeur nutritive, sont en mesure de concurrencer n'importe quel produit mondial, car il est pos-

sible de les produire en quantités importantes à travers l'intensification des efforts des agriculteurs, des centres de recherche et de l'administration". Dans ce cadre, il a indiqué que "le développement des techniques d'irrigation, de fertilisation et la sélection des plants adéquats demeure tributaire d'une communication continue et permanente entre l'investisseur et les centres de recherche". Pour sa part, le président du Conseil professionnel de wilaya de la filière oléicole, Fatah Telli, a indiqué que l'édification d'une base solide pour cette filière commence par le choix des plants pouvant s'adapter au climat de la région et la lutte contre les risques d'atteinte à l'olivier, ajoutant que les agriculteurs "aspirent à un véritable accompagnement dans toutes ses phases et une collaboration avec les techniciens pour améliorer la production et traiter les maladies". "Laisser l'agriculteur qui ne possède que des informations limitées en matière de lutte

contre les menaces touchant l'olivier tout seul, rend sa mission visant à augmenter sa production plus difficile", a-t-il encore souligné. La filière oléicole, encore jeune dans cette wilaya, nécessite la conjugaison des connaissances des agriculteurs et la contribution des chercheurs des centres techniques et scientifiques pour exploiter les techniques mondiales aidant à développer cette filière et les transmettre aux agriculteurs à travers la programmation de journées de formation et

de sorties sur le terrain en vue de résoudre les préoccupations posées et donner également des conseils et des orientations afin de réduire les erreurs commises par les agriculteurs", a souligné le secrétaire général de la Chambre d'agriculture, Faouzi Ghomri. Cette rencontre a été organisée à l'initiative du Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA) en collaboration avec la direction de wilaya des ser-

vices agricoles, la Chambre d'agriculture, l'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne (ITDAS) d'Ain Bennoui en plus de la Conservation des forêts, et ce avec la participation d'agriculteurs activant dans cette filière.

TLEMCCEN. ALGÉRIE TÉLÉCOM Réalisation de 522 km de connexion en fibre optique

La direction opérationnelle d'Algérie Télécom" à Tlemcen a réalisé 522 kilomètres en fibre optique depuis le début de l'année en cours, pour améliorer la connexion à Internet, a-t-on appris auprès de son directeur, Zeyd Brahim. Ce dernier a indiqué, à l'APS, que l'objectif est d'améliorer les prestations au profit des clients, à travers l'extension du réseau téléphonique pour l'ensemble du territoire de la wilaya où ont été réalisés 522 km de fibre optique pour permettre aux populations de différentes villes et villages de disposer d'une connexion Internet de qualité. Ainsi, depuis le début de l'année en cours, il a été procédé au raccordement de 40 cités d'habitations à travers les communes de Maghnia, Remchi, Tlemcen et Ouled Mimoun au réseau de fibre optique, soit une moyenne de 6.500 foyers, a-t-il ajouté. Quatre vingt (80) % de ce projet a été concrétisé et le restant sera achevé par étapes avant la fin de l'année en cours, a-t-il assuré, signalant que la connexion par la fibre optique permet d'améliorer la qualité de la transmission et de disposer d'une connexion Internet de très haut débit à 100 mégabits avec en prime une facilité dans la maintenance du réseau. Zeyd Brahim a indiqué que la wilaya de Tlemcen a accusé un retard en matière de modernisation du réseau de téléphonie, soulignant que dans l'objectif d'améliorer les prestations, 75 centres de téléphonie du réseau de nouvelle génération (MSAN) ont été réalisés depuis le début d'année courante ayant permis un basculement de près de 13.200 abonnés vers le réseau moderne. La direction opérationnelle d'AT de Tlemcen a procédé durant la même période à la création de 17 stations 4G à travers plusieurs communes frontalières, à l'instar de Beni Boussaïd, El Abed, El Aricha, EL Bouihi, pour augmenter le débit d'internet, a-t-il ajouté. Il est prévu, dès le début de l'année prochaine, la programmation de 81 opérations techniques de connexion à la fibre optique dans l'ensemble des communes de la wilaya, notamment dans les nouvelles cités et ce, par le changement des câbles en cuivre propres aux fibres optiques pour environ 2.800 abonnés et permettre à la direction d'Algérie Télécom de Tlemcen de multiplier ses efforts afin de généraliser la technique de la fibre optique. Algérie Télécom dénombre à Tlemcen 128.000 abonnés aux réseaux de téléphonie fixe et Internet, a-t-on relevé de même source.

TIARET. DSA

Lancement de la culture du Colza sur 700 ha

Une campagne visant la culture de 700 hectares de Colza a été récemment lancée dans la wilaya de Tiaret, au niveau de six fermes pilotes exploitées par 219 agriculteurs, a-t-on appris, mardi, auprès des services agricoles locaux. Les fermes pilotes sont situées notamment dans les communes de Rahouia, Mechraa Sfa, Sougueur, Mahdia et Tiaret. Quelque 219 agriculteurs prennent part à cette campagne de culture du Colza, utilisé dans la production des huiles végétales, la fertilisation du sol, la fourniture de fourrages de valeur nutritionnelle et en grandes quantités pour l'aliment de bétail. Des entreprises privées ont assuré la fourniture de 3.163 kg de semences de Colza, quantité estimée suffisantes pour la culture de plus de 960 ha. Par ailleurs, la campagne de labours semilles de la céréaliculure se poursuit avec l'emblavement de 89.000 ha sur les 300.000 ha réservés à cette culture et la fourniture de plus de 164.300 quintaux de semences au niveau des Coopératives des céréales et légumes secs (CCLS) alors que 985 agriculteurs ont bénéficié du crédit R'fig.

AFGHANISTAN

La faim se propage et conduit des bébés aux portes de la mort

Zubair survivra-t-il? A un mois et demi, il pèse à peine deux kilos et lutte dans sa couverture de survie sous le regard de sa mère qui hésite entre angoisse et espoir.

Il est ce jour-là le cinquième petit Afghan affamé à arriver dans la clinique de MSF à Hérat. Il y a les pleurs des enfants, la plupart des petits de moins de 2 ans, la chaleur des salles de soins intensifs, les dizaines de soignants affairés, les mères épuisées à force d'être inquiètes. Savent-elles que plus d'un enfant sur cinq qui arrive dans la clinique de l'ONG Médecins sans frontières (MSF) d'Hérat, la plus grande ville de l'ouest de l'Afghanistan, ne survivra pas? Tous victimes du cycle infernal de la misère: les mères ne mangent pas à leur faim et n'ont pas assez de lait à donner à leurs bébés, qui dépérissent dangereusement. La clinique, installée juste à côté de l'hôpital public, est passée ces derniers mois de 45 à 75 lits, pour aider les autorités locales face à l'effondrement du système de santé qui a suivi le retour des talibans au pouvoir mi-août. L'ONG y reçoit une soixantaine de nouveaux patients chaque semaine. "Les mères viennent souvent de très loin" à l'hôpital public d'à côté. Mais celui-ci n'est "plus approvisionné" en matériel et médicaments, et "les médecins et les infirmières ne sont plus payés", explique l'infirmière en chef de la clinique, Gaïa Giletta. La mère de Zubair, Shabaneh Karimi a ainsi fait 150 kilomètres, et passé deux nuits dans l'établissement. Mais après sa sortie, son bébé est resté faible et malade. Quand elle est retournée à l'hôpital, on l'a envoyée chez MSF. A la clinique, Zubair est rapidement ausculté et placé en soins intensifs, où il rejoint une dizaine d'enfants. Perfusé, le visage enfoui sous un masque à oxygène presque aussi grand que son petit crâne, il a réussi à passer la nuit, et a même trouvé la force de crier. Au départ, les médecins ne lui donnaient que quelques heures à vivre.

«PASSERA-T-IL L'HIVER?»

"Il est toujours en vie, mais ça reste compliqué pour lui", explique Gaïa Giletta. Car il n'a pas échappé au cercle vicieux de la malnutrition: très affaibli, il a attrapé une infection pulmonaire. "Financièrement, nous ne sommes pas dans une bonne situation", glisse pudiquement la mère de Zubair. Son mari est parti il y a quelques jours en Iran pour travailler comme ouvrier journalier. Selon l'Unicef, 3,2 millions d'enfants afghans de moins de 5 ans vont souffrir de malnutrition sévère cet hiver, et un mil-



lion d'entre eux pourraient mourir faute de traitements. Dans la pièce d'à côté, Halima* veille sur ses jumeaux de 9 mois. Chez eux, la malnutrition sévère a causé des œdèmes qui pourraient être fatals. "Je me suis inquiétée quand j'ai vu leur visage gonfler", dit leur mère. Au départ, "j'ai essayé de les allaiter, mais je n'avais pas assez de lait", dit-elle. Elle n'a vite plus eu de quoi leur acheter du lait en poudre. Son mari, un drogué dit-elle, ne fait rien pour sa famille. Une terrible nouvelle vient encore plus assombrir le tableau: les jumeaux sont les dernières victimes de l'épidémie de rougeole. Ils sont placés à l'isolement. Après deux mois dans la clinique, Ali Omar, 5 mois, va mieux: il pèse désormais 3,1kg. Mais la sortie s'approche, et sa mère, Sonita, s'inquiète: "Passera-t-il l'hiver s'il n'y a pas de lait et si la maison n'est pas chauffée?" Avant de quitter le centre, MSF donne aux mères des sachets conte-

nant un mélange de beurre de cacahuète et de vitamines, l'équivalent d'un repas pour un bébé de plus de 6 mois. "Le problème, c'est que parfois les mères, une fois à la maison, partagent le sachet entre leurs enfants", explique Gaïa Giletta. Au risque de refaire basculer le bébé dans la malnutrition.

VENDE UN REIN

"Le taux de réadmission (des bébés déjà venus) est très élevé", déplore Christophe Garnier, le coordinateur du projet MSF à Hérat. La malnutrition, déjà bien ancrée dans un pays miné par 40 ans de guerres, s'est aggravée ces dernières années après de sévères sécheresses, souligne-t-il. Et l'été dernier, les Occidentaux sont partis, les talibans ont repris le pouvoir, et tout s'est enchaîné, précipitant le pays dans une grave crise humanitaire. Avec MSF, les talibans se montrent "très collaboratifs" et "sincèrement inquiets de la situation",

note M. Garnier. Pour lui, "le changement majeur, c'est probablement les sanctions internationales". En réaction à la prise du pouvoir par les talibans, leurs ennemis depuis 20 ans, les États-Unis ont gelé les réserves de la Banque centrale afghane, asséchant le système bancaire, déplore M. Garnier qui plaide pour un dégel de ces avoirs. Et l'aide internationale qui finançait 75% des dépenses publiques s'est interrompue. Le chômage s'est envolé, le prix des aliments a doublé, et la souffrance est visible aux quatre coins du pays, notamment dans les camps de déplacés. Il y en a trois près d'Hérat, où 9 000 familles ont fui les guerres et les sécheresses. "Quand vous avez faim, vous ne pouvez pas penser à autre chose", souligne Muhammad Amin, une "barbe grise" du camp, ou un peu de pain et du thé constituent souvent le menu quotidien. Faute de travail, Muhammad Amin pense à aller dans une clinique tenter de vendre l'un de ses reins. "Bien sûr, j'ai pensé aux conséquences mais je me dis que ça pourrait aider les enfants". Un de ses voisins évoque le sort d'un proche devenu handicapé après avoir vendu un rein pour quelque 150 000 Afghans (1.413 euros). Dans ces camps, MSF fait de la prévention auprès des mères parfois totalement démunies. Ce jour-là, une assistante médicale de l'ONG passe un bracelet tricolore gradué au bras de chaque bébé pour détecter la malnutrition. Un bébé est dans le rouge: à six mois, il paraît en avoir deux. "J'ai eu du lait pendant 40 jours seulement", explique sa mère. Elle est invitée à se rendre à la clinique d'Hérat, où elle et son enfant pourront bénéficier un temps d'un luxe désormais inaccessible pour de nombreux Afghans: avoir trois repas par jour.

PALESTINE

L'envoyé de l'ONU appelle à agir rapidement pour éviter une nouvelle escalade de violence

L'envoyé de l'ONU au Moyen-Orient, Tor Wennesland, a appelé la communauté internationale à agir rapidement pour éviter une nouvelle escalade de violence entre Israéliens et Palestiniens. "Je souligne à nouveau l'importance des efforts concertés des parties pour calmer les choses sur le terrain. Je crains que si nous n'agissons pas rapidement et de manière décisive, nous risquons de plonger dans une nouvelle escalade meurtrière de violence", a déclaré le Coordinateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, lors d'une réunion du Conseil de sécurité. Selon lui, "les récents développements sur le terrain sont préoccupants". Il a estimé qu'il fallait "une approche coordonnée pour encourager toutes les parties à mettre en œuvre des changements de politique et des réformes, à traiter rapidement et en parallèle les principaux facteurs de conflit - en Cisjordanie, y compris El Qods-Est, Ghaza et ceux auxquels fait face l'Autorité palestinienne - et à rétablir un

horizon politique qui aidera à arrêter le cycle sans fin de la gestion des crises et revenir vers des négociations significatives pour mettre fin à l'occupation et résoudre le conflit". L'envoyé de l'ONU a noté qu'en Cisjordanie "une grave crise budgétaire et économique menace la stabilité des institutions palestiniennes". "Dans le même temps, la violence continue et les mesures unilatérales, y compris l'expansion des colonies israéliennes et les démolitions, continuent d'exacerber les tensions, d'alimenter le désespoir, d'éroder la position de l'Autorité palestinienne et de réduire davantage la perspective d'un retour à des négociations significatives", a-t-il dit. "À Ghaza, la fragile cessation des hostilités continue de tenir, mais de nouvelles mesures sont nécessaires de la part de toutes les parties pour garantir une solution durable qui permette en fin de compte un retour des institutions légitimes du Gouvernement palestinien dans la bande (de Ghaza), a-t-il ajouté.

CONFLIT EN UKRAINE

Zelensky appelle à des "négociations directes" avec Moscou

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a appelé mercredi à des "négociations directes" avec la Russie pour "arrêter la guerre" dans l'Est de son pays. "Nous devons dire la vérité, que nous ne pourrions pas arrêter la guerre sans négociations directes avec la Russie", a déclaré M. Zelensky dans une adresse au Parlement, selon des médias. "Je n'ai pas peur d'une conversation directe avec" le président russe Vladimir Poutine. L'Est de l'Ukraine est depuis 2014 en proie à un conflit avec des séparatistes. Ce conflit, qui a fait plus de 13.000 morts, a éclaté peu après l'annexion par Moscou de la péninsule ukrainienne de Crimée. M. Zelensky a appelé toutes les forces politiques du pays à s'unir pour faire retourner ses territoires sous le contrôle de Kiev. "Nous savons que notre armée est la meilleure au monde et nous protégera", a encore ajouté le chef de l'Etat, alors que Kiev et l'Occident s'inquiètent de mouvements de troupes russes à la frontière ukrainienne. La Russie a plusieurs fois nié tout projet en ce sens, accusant l'Ukraine et ses alliés occidentaux de multiplier les "provocations".

NIGERIA

Au moins 29 morts dans le naufrage d'un bateau

Au moins 29 personnes sont mortes, dont une majorité d'enfants, dans le naufrage d'un bateau surchargé mardi soir dans le nord du Nigeria, et treize autres sont toujours portées disparues, ont annoncé mercredi les autorités locales. "Nous avons retrouvé 29 corps entre hier soir et ce matin et sauvé 7 personnes. Les recherches pour retrouver les 13 corps restant sont en cours. La plupart des victimes sont des enfants âgés de 8 à 15 ans", a déclaré aux médias le porte-parole des pompiers de l'Etat de Kano, Saminu Abdullahi. Le bateau qui a fait naufrage était surchargé, et ne pouvait transporter que 12 personnes, mais le skipper a ajouté un nombre important de passagers enfants", a précisé le porte-parole. Soit plus de 35 personnes supplémentaires. Les enfants étaient des élèves de l'école coranique du village de Badau et étaient en chemin pour assister à une cérémonie religieuse dans la ville de Bagwai de l'autre côté de la rivière. Le mois dernier, 7 fillettes sont mortes noyées dans le chavirage de leur bateau dans l'Etat voisin de Jigawa. Les naufrages sont fréquents sur les rivières et fleuves du Nigeria. La surcharge et le manque d'entretien des bateaux, le non-respect des règles de sécurité et le mauvais temps en sont les principales causes.

TÉHÉRAN EXPOSE DES VOITURES VINTAGE

Vestiges de la famille impériale

La famille impériale iranienne appréciait les voitures allemandes, elle en fut récompensée. Mercedes, Porsche et Volkswagen s'associèrent en 1972 pour construire une automobile inédite, la MPV Tehran, un "cadeau" des constructeurs pour apprendre à conduire au prince héritier Réza, âgé de 12 ans.

Cette monoplace orange possède deux clés: une en argent qui bride le moteur à 30 km/h et une autre en or qui permet au véhicule d'atteindre 170 km/h. Immobilisée depuis la révolution de 1979, qui renversa la monarchie, elle fait encore rêver les jeunes qui visitent le musée des voitures anciennes de Téhéran. Ce musée a été inauguré il y a un mois à l'initiative de la "Fondation des déshérités" ("mostazafan" en persan), qui gère les biens des dignitaires de l'ancien régime confisqués après la Révolution. Près de 20.000 personnes s'y sont précipitées, soit plus que le nombre de visiteurs au musée national chaque mois. "J'aime beaucoup cet endroit car il regroupe quelques-unes des rares choses qui soient restées après la Révolution. Ces objets nous font parcourir notre histoire", confie Farzaneh, une retraitée de 55 ans. L'édifice s'étend sur 11.000 m², abrite 55 voitures, deux carrosses et quatre motos, dont l'une fut conduite par Farah Diba, la dernière impératrice. Cent autres véhicules sont encore dans des entrepôts et attendent d'être méticuleusement restaurés pour prendre place un jour dans le musée. Le bâtiment est situé dans la zone industrielle à l'ouest de Téhéran où sont implantées les usines automobiles du pays. Avec fierté, le jeune directeur montre la Rolls-Royce noire Silver Ghost 1922, non pas tant pour son luxe mais parce que la République islamique a réussi à garder ce



joyau à l'issue d'une bataille épique avec la famille impériale iranienne déchue. "Six mois avant la Révolution, la voiture avait été envoyée chez Rolls-Royce pour réhabilitation. Après la chute de la monarchie en 1979, la famille Pahlavi a réclamé à l'usine de la lui rendre en soutenant qu'elle appartenait à la dynastie", explique Mohammad Faal. Mais, à l'issue d'une bataille juridique, un tribunal du Royaume-Uni a décrété que le véhicule appartenait à l'Etat iranien et non à la famille Pahlavi. "La voiture est retournée en Iran", dit M. Faal.

SEULE SURVIVANTE

Le joyau du musée est l'américaine Pierce Arrow "Model A" construite en 1930, qui fut à l'époque la voiture la plus chère des Etats-Unis. Une fantaisie de 30.000 dollars de l'époque, soit un huitième du budget de l'Etat, acquise par Réza Shah, le fondateur de la dynastie Pahlavi. Les pare-chocs, le pare-brise et les phares sont chromés or tandis que sur les portes est fixé l'écusson impérial. Le souverain l'a offerte ensuite à son fils Mohammad Réza, détrôné par la Révolution islamique il y a 42 ans. Avant d'être chassé du pouvoir, il l'a utilisée lors de cérémonies, notamment son mariage

avec sa deuxième femme Soraya et pour les funérailles de son père Réza Shah. "Nous considérons que ces voitures font partie du patrimoine culturel iranien et appartiennent au peuple et non pas à la famille royale", répond le directeur du musée à ceux qui s'étonnent de cet attachement aux oripeaux de la monarchie pour un régime qui l'a abattue et le honnit. "Peu importe qui possédait ces voitures. Elles appartiennent à la nation iranienne, pas à un roi particulier. Nous aimons admirer la beauté de la voiture en prenant en compte son histoire, et nous apprécions les efforts de ses fabricants et concepteurs", ajoute l'homme en charge de ces trésors nationaux. Les visiteurs se pressent aussi devant la Mercedes 500 K Autobahn Kurier de 1934, un cadeau d'Adolf Hitler à Réza Shah, que le Führer appréciait. Ce qui en fait une voiture d'exception, c'est que, sur les six construites par la compagnie allemande, cinq ont été détruites durant la Seconde guerre mondiale. La seule survivante est celle qui se trouve dans ce musée. "Mercedes nous a proposé de l'acheter au prix que nous fixons, car la firme désirait ardemment l'avoir dans son musée mais nous avons refusé", confie M. Faal.

HOMMAGE À PILAR BARDEM

Edition honorifique du festival "Fi Sahara" à Madrid

Le festival international du cinéma du Sahara Occidental, "Fi Sahara", prévoit d'organiser une édition honorifique dans la capitale espagnole, Madrid, du 15 au 17 décembre afin de rendre hommage à l'actrice et militante espagnole pour la cause sahraouie, Pilar Bardem, a annoncé à l'APS le ministre sahraoui de la Culture El Ghouth Mamouni. Cette édition honorifique sera rehaussée par la présence du fils de Pilar Bardem, la star du cinéma Javier Bardem, également connu pour ses positions contre la colonisation marocaine du Sahara Occidental et son soutien inconditionnel au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Disparue en juillet dernier, Pilar Bardem est connue pour avoir embrassé la cause sahraouie et pour son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à la libération de la colonisation marocaine. Accompagné de son fil, Javier Bardem, star mondiale du cinéma, elle s'est souvenue rendue dans les camps de réfugiés où elle avait rencontré l'ancien président sahraoui Mohamed Abdelaziz, et où elle a souvent participé au festival "Fi Sahara", une manifestation créée en 2003 pour projeter des films sur le combat des peuples,

particulièrement le peuple sahraoui, pour l'indépendance. Pilar Bardem, qui avait accueilli la militante sahraouie Aminatou Haidar, a également participé à de nombreuses campagnes de soutien au peuple sahraoui et de collectes d'aides, une voie également empruntée par ses enfants et particulièrement Javier Bardem qui a produit en 2012 le documentaire "Les fils des nuages, la dernière colo-

nie". Ce film qui a reçu le Prix Goya du meilleur documentaire en 2013, considéré comme la plus haute distinction du cinéma espagnol, dénonce la complicité de certains pays européens avec l'occupant marocain dans la spoliation des ressources du Sahara occidental occupé. Javier Bardem qui a toujours appelé à soutenir la lutte du peuple sahraoui dans ses déclarations aux médias

internationaux, confiant qu'il a toujours connu la cause sahraouie depuis sa venue au monde grâce à sa mère qui a toujours été une militante pour cette cause juste. La 16e édition du festival "Fi Sahara" (édition ordinaire), inaugurée le 28 novembre dans le camp d'Aousserd des réfugiés sahraouis, prendra fin mercredi soir.

SAMY ASSAD PUBLIE "TROISIÈMES ODYSSEES"

Une plaidoirie pour le tourisme saharien

Dans son dernier récit intitulé "Troisièmes Odyssees, abécédaire de robinsonnades dans le Sahara", Samy Assad partage avec ses lecteurs sa vision pour la promotion du tourisme saharien en Algérie en convoquant les paysages et le patrimoine culturel et architectural de plusieurs villes et oasis. Publié récemment aux éditions "Hibr", ce récit de 193 pages relate le désert, sa beauté et ses potentialités touristiques à travers le jeune Amestan, originaire de la ville de Djanet, et cadre d'une grande entreprise touristique, qui est convié aux assises nationales du tourisme pour y présenter sa vision sur la promotion de cette destination. Pour préparer son argumentaire devant les participants aux assises, Amestan se replonge dans "ses plus intrépides aventures" dans le Sahara algérien pour pouvoir songer à la commercialisation de cette destination. Pour se faire il propose un circuit hors du commun partant de la vallée du Mزاب à Ghardaïa jusqu'au parc culturel du Tassili N'Ajjer, deux

biens culturels algériens classés par l'Unesco sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité. L'ascension de l'Assekrem à Tamanrasset, le bivouac dans les dunes, les venelles de Ghardaïa et des ksours millénaires, ou encore la mystérieuse cité de Sefar à Djanet, font partie du récit du jeune targui agencé par l'auteur sous forme d'abécédaire. A chaque étape l'auteur convoque des activités touristiques attrayantes et le patrimoine culturel immatériel des régions visitées en plus d'une touche de méditation philosophique qui fait suite à ses précédentes publications. Né en 1996, Samy Assad est un professionnel du secteur du tourisme et de l'hôtellerie qui a toujours été animé d'une grande curiosité intellectuelle pour le domaine de la philosophie, il a publié au début de l'année son premier essai, "Premières pérégrinations, l'apnée de l'homme véritable dans un monde énergivore" suivi de "Secondes escapades, cheminement d'une grande âme" publié en juin dernier.

MOSTAGANEM

Le 8e Festival du Melhoun du 16 au 18 décembre

La huitième édition du festival national de poésie Melhoun "Sidi Lakhder Ben Khelouf" aura lieu les 16, 17 et 18 décembre 2021 à la maison de la Culture Ould Abderrahmane Kaki à Mostaganem, a indiqué mardi un communiqué du commissariat du festival. En prévision de cette manifestation culturelle qui n'a pas eu lieu depuis deux ans, pandémie oblige, une conférence de presse sera animée le 11 décembre à la bibliothèque publique "Dr El Hadj Moulay Belhamici" sur cet événement qui met en valeur le patrimoine culturel immatériel, ont précisé les organisateurs dans ce document. Le festival verra l'organisation d'une journée d'études intitulée "la poésie Melhoun et sa primauté au Maghreb arabe" et la projection d'un documentaire retraçant la vie du grand poète issu de la ville de Mascara, Cheikh El Hbib Benguenoun (1761-1867). Près de 30 poètes des quatre coins du pays prendront part à cet à événement. D'autres activités culturelles et intellectuelles seront au rendez-vous dont l'exposition et la vente des livres sur le patrimoine immatériel algérien publiés par l'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG), outre une animation musicale de différents styles algériens tels que Hawzi, Bedoui et Chaabi. Depuis sa création en 2013, le festival national de la poésie Melhoun se veut un espace réunissant les poètes, interprètes et les passionnés de ce genre poétique pour mener une réflexion scientifique sur ce patrimoine et les mécanismes permettant sa sauvegarde.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE LA MER ROUGE À DJEDDAH (ARABIE SAOUDITE)

Le film «Soula» de Salah Issaad en compétition

Le long métrage de fiction "Soula" du réalisateur algérien Salah Issaad est programmé en compétition officielle de la deuxième édition du Festival international du film de la mer Rouge, prévue du 6 au 15 décembre à Djeddah en Arabie Saoudite, indiquent les organisateurs sur le site du festival. Premier long métrage du réalisateur, "Soula" concourt dans la catégorie des longs métrages aux cotés de 12 autres films issus de plusieurs pays comme la Tunisie, le Liban, l'Egypte, l'Iran, la France ou encore l'Indonésie. Coproduction algéro-française-qatarie-saoudienne, cette fiction de 92 minutes dresse le portrait d'une jeune mère célibataire, prise dans l'étau de sa famille qui l'a rejetée pour l'avoir déshonorée et de sa société, truffée de contradictions. Avec son bébé, elle subit une pression terrible de la part de ses proches et de son entourage, lit-on sur la fiche de présentation de ce film qui sera présenté pour la première fois à l'international. Dans la section "courts métrages", une douzaine de productions issues notamment d'Egypte, de Jordanie, du Liban ou encore de Géorgie, concourent dans cette catégorie également compétitive. Par ailleurs, le public aura également, à l'occasion de cette deuxième édition, à découvrir une sélection des dernières œuvres du cinéma du monde à travers une séance intitulée "sélection mondiale". Organisé depuis 2020 par une organisation culturelle saoudienne, le Festival international du film de la Mer Rouge a pour objectif de promouvoir les œuvres de talents émergents du cinéma dans le monde arabe, en particulier.



**HIPPODROME ÉMIR ABDELKADER -ZEMMOURI -
JEUDI 2 DÉCEMBRE 2021 - PRIX : ALYVARID - TROT ATTELÉ -
DISTANCE : 2 500 M - DOTATION : 400 000 DA - DÉPART : 15H30
-TIERCÉ - QUINTÉ-**

Flora's Secret, la candidate à battre

Flora's Secret devrait confirmer sa classe ce jeudi à l'hippodrome Émir Abdelkader de Zemmouri en remportant ce prix Alyvarid réservé pour chevaux demi-sang trotteurs français n'ayant pas totalisé la somme de 500.000 DA en gains et places depuis avril passé. Concernant les secondes chances on peut faire confiance à : Balcanto du Mont, Vieux Copain, Unghai et Uma. En cas de défaillance on peut cocher Cher Ami, Eclair de rage ou American Jones.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. UMA. Elle est sur une belle forme, en plus, elle est habituée à ce genre d'exercice. Attention, elle peut être difficile à battre.

2. SUPRAMOUR D'AUGUSTE. Pas avec ce lot.

3. FLUORITE KAT. Je trouve qu'elle aura fort à faire ici. À revoir dans un autre engagement.

4. DARK NIGHT. On peut dire qu'elle est confrontée à une tâche assez difficile sur cette distance. Outsider lointain.

5. BEL CANTO DU MONT. À 2525m, il garde des chances intactes pour figurer dans les cinq. Peut-être même de choix.

6. BEGUIN MESLOIS. Il vient de gagner avec un lot moins huppé, logiquement, il devrait être mis au

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	DRIVERS	DST	ENTRAÎNEURS
S.AMAROUAYACHE	1	UMA	Y. MEZIANI	2500	Y. MEZIANI
B. SAFSAF	2	SUPRAMOUR D'AUGUSTE	C. SAFSAF	2500	C. SAFSAF
K. MEZIANI	3	FLUORITE KAT	N. MEZIANI	2525	S. MEZIANI
H. GUEROUI	4	DARK NIGHT	N. TIAR	2525	N. TIAR
M. BECHAIRIA	5	BEL CANTO DU MONT	A. BENAYAD	2525	M. BECHAIRIA
A. BENHABRIA	6	BEGUIN MESLOIS	A. BENHABRIA	2525	PROPRIETAIRE
H.GUEROUI	7	AYANNA D'OGER	S. FOUZER	2525	N. TIAR
R. MEZIANI	8	VIEUX COPAIN	N. HADDOUCHE	2525	N. HADDOUCHE
A. AZZOUZ	9	UNGHAI	N. TARZOUT	2525	N. TARZOUT
M. BENDJEKIDEL	10	FLORA'S SECRET	AI. BENDJEKIDEL	2550	PROPRIETAIRE
M. BENDJEKIDEL	11	CHER AMI	AM. BENDJEKIDEL	2550	PROPRIETAIRE
A. CHAABANE	12	ECLAIRE DE RAGE	A. SAHRAOUI	2550	MS .CHAABANE
T. BELHABCHIA	13	AMERICAN JONES	R. TARZOUT	2550	PROPRIETAIRE

vert. Tâche ingrate.

7. AYANNA D'OGER. Après presque trois mois d'absence elle risque de manquer de rythme.

8. VIEUX COPAIN. Il est temps pour lui de se ressaisir, il ne peut pas trouver meilleure occasion d'autant qu'il n'est pas dépourvu de moyens. Méfiance.

9. UNGHAI. Cet hongre noir de treize ans va se plaire sur ce parcours. Notre outsider de luxe.

10. FLORA'S SECRET. Sur ce parcours, elle peut être la meilleure du lot. On peut la retenir pour base de jeu.

11. CHER AMI. Quoiqu'il préfère moins long, il peut figurer pour une

cinquième place, le lot est amoindri à l'arrière.

12. ECLAIRE DE RAGE. Elle doit cravacher dur pour arracher une cinquième place à 2550m. Outsider

assez moyen.

13. AMERICAN JONES. C'est le casse-tête du quinté, il reste plus difficile à retenir qu'à écarter.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

10- FLORA'S SECRET 8- VIEUX COPAIN
5- BEL CANTO DU MONT 9- UNGHAI
1- UMA

LES CHANCES

11- CHER AMI 13- AMERICAN JONES

Aïn Temouchent : démantèlement d'un réseau de trafic de drogue

Les éléments de la sûreté urbaine de la commune de Hassi El Ghella (Aïn Temouchent) ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogue, en plus de la saisie de 11,2 kg de kif traité et l'arrestation de quatre (4) mis en cause, a-t-on appris mardi auprès de la sûreté de wilaya d'Aïn Temouchent. Cette opération a été effectuée après exploitation d'informations faisant état de l'existence d'un réseau criminel qui active dans le trafic de drogue. Après investigation sur le terrain, les éléments de la sûreté urbaine de la commune de Hassi El Ghella relevant de la daïra d'El Amria, ont réussi à identifier un des membres de ce réseau et à l'arrêter dans le territoire de la commune, a indiqué la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Lors de son interrogatoire, il a révélé le lieu où se trouve la drogue. La police qui s'est déplacée sur les lieux a découvert 11,2 kg de kif traité, soigneusement dissimulés sous le sable dans la forêt de Sassel, selon la même source. Le principal accusé a révélé l'identité de ses trois acolytes dont deux ont été arrêtés et il s'est avéré que le troisième est incarcéré dans un établissement pénitentiaire pour une autre affaire, a-t-on fait savoir.

Découverte d'une momie attachée vieille de 800 à 1.200 ans au Pérou

Des archéologues péruviens ont découvert dans la banlieue de Lima une momie préincasique, vieille d'entre 800 et 1.200 ans, attachée à l'aide de cordelettes, a indiqué à la presse un responsable de la fouille. La momie, qui a le visage couvert avec ses mains, est vraisemblablement un homme âgé d'entre 18 et 22 ans, enterré entre 800 et 1200 après Jésus Christ. Elle a été découverte dans une chambre funéraire de forme conique à 1,40 mètre de profondeur sur le site archéologique de Cajamarquilla, à 24 km à l'est de Lima. "Il s'agit d'une momie attachée à l'aide de cordelettes", a raconté à la presse l'archéologue Pieter Van Dalen, responsable du projet Cajamarquilla. "C'est une caractéristique particulière et unique" pour l'époque et le lieu, selon lui. Le squelette d'un cochon d'Inde et celui d'un autre animal qui pourrait être un chien ont été mis à jour dans la même chambre funéraire, qui contenait également des restes de maïs et d'autres végétaux. Selon M. Van Dalen, Cajamarquilla était un important centre urbain, construit vers l'an 200 avant Jésus Christ et qui est resté occupé jusqu'au 16e siècle de notre ère.

Visite inopinée du ministre des Transports au navire «Tarik Ibn Ziyad»

Le ministre des Transports, Aissa Bekkai a effectué, mardi, une visite inopinée au port d'Alger, afin de s'enquérir de la situation du navire "Tariq Ibn Ziyad", à l'arrêt depuis mai 2021, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette visite, Bekkai a inspecté les différents équipements et structures de ce navire de l'Entreprise nationale du transport maritime des voyageurs (ENMTV), entré en exploitation en 1995, a précisé le communiqué. Ce navire est à l'arrêt depuis le mois de mai dernier, en raison de défaillances techniques et de



l'expiration des certificats internationaux relatifs aux normes de sécurité. Le ministre a écouté des explications fournies par l'équipa-

ge du navire concernant ses caractéristiques, sa valeur commerciale et ses problèmes, de même que l'im-

préparatif de l'inspection et du contrôle de ce navire a été mis en exergue en vue de renouveler les certificats qui sont des documents essentiels à bord du navire, ajoutant de même source. Bekkai a insisté, dans ce sens, sur l'importance de procéder à toutes les opérations d'entretien, de maintenance et de réhabilitation de ce navire et de renouveler ses certificats afin de lui permettre de relancer son activité commerciale dans les plus brefs délais, outre le renforcement de la flotte du transport maritime des voyageurs, a conclu le communiqué.

Plus d'un tiers de la population mondiale pas connectée à internet

Plus d'un tiers de la population mondiale, soit 2,9 milliards de personnes, ne s'est toujours pas connectée à l'internet, même si la pandémie a démontré l'importance cruciale du réseau pour continuer à travailler ou étudier et a dopé les connexions, selon l'ONU. Environ 4,9 milliards de personnes ont surfé sur le net cette année, selon les nouvelles données collectées par l'Union internationale des télécommunications (UIT) publiées mardi. Ce sont 800 millions de personnes de plus qu'avant la pandémie. La lutte contre le Covid-19 a forcé la fermeture d'innombrables entreprises et écoles à travers le monde, parfois de long mois et poussé les employés et écoliers, qui le pouvaient, à aller sur l'internet pour continuer à travailler et étudier. Pour autant, l'accès reste inégal. La quasi-totalité des personnes exclues habite dans un pays en développement, soit 96%. Et pour des centaines de millions d'autres, qui ont accès au réseau, ils ne peuvent le faire qu'avec des dispositifs qu'ils partagent avec d'autres et/ou ne peuvent avoir que du bas débit, qui limite drastiquement ce qu'ils peuvent faire sur internet. "Il reste encore beaucoup à faire", selon le secrétaire général de l'UIT Houlin Zhao. L'augmentation inhabituellement élevée du nombre des utilisateurs laisse penser que la pandémie a encouragé à se connecter.

Covax bat un record de livraisons de doses et demande un effort aux donateurs

La redistribution de vaccins anti-Covid aux pays pauvres a battu un record mais les pays donateurs doivent faire un effort pour faciliter leur distribution et éviter le gâchis, a demandé mercredi le patron de l'Alliance du vaccin. Trop souvent, les doses sont livrées sans seringue ou diluant, proche de la date de péremption, sans prévenir et en petits lots. "COVAX a connu sa plus grosse journée avec la livraison de plus de 11 millions de doses en 24 heures", s'est félicité sur Twitter Seth Berkley, qui dirige l'Alliance du vaccin (Gavi), un des piliers du système de distribution équitable Covax avec l'OMS et l'Unicef notamment. Le record a été battu le 29 novembre, avec 11.386.090 doses livrées dans six pays, a précisé un porte-parole de Gavi. Si le processus de distribution s'accélère après une longue période marquée par de graves difficultés d'approvisionnement, le virus du Covid-19 continue de tirer avantage du fossé qui sépare les taux de vaccination des pays riches de ceux extrêmement bas dans les pays pauvres. Certains n'hésitent pas à attribuer l'apparition du variant omicron à cette inéquité. Au total, Covax avait livré 563 millions de doses dans 144 pays au 29 novembre, très loin de l'objectif de 2 milliards d'ici fin 2021 que le système s'était initialement fixé.

Constantine : saisie de près de 16 000 comprimés psychotropes à Ali Mendjeli

Les services de la brigade mobile de la police judiciaire de la circonscription administrative Ali Mendjeli relevant de la sûreté de wilaya de Constantine ont saisi près de 16.000 comprimés psychotropes, a-t-on appris hier auprès de ce corps de sécurité. Agissant sur la base d'informations confirmées, l'enquête déclenchée par les éléments de cette brigade ont permis l'arrestation d'un trafiquant à bord d'un véhicule de tourisme, a précisé la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.



Le suspect, âgé de 28 ans, a été arrêté au niveau de l'une des unités de voisinage de Ali Mend-

jeli, a indiqué la même source. Les investigations engagées par la suite ont contribué

à la saisie également d'une somme d'argent, issue du trafic de drogue, en plus du véhicule utilisé dans le transport de la drogue, a-t-on souligné. Le mis en cause a été présenté devant le parquet de la commune d'El Khroub pour "trafic de drogue, achat, possession et vente illicite de psychotropes à l'aide d'un véhicule", a-t-on signalé.

MISE AUX POINGS

«La pandémie Covid-19 a perturbé les services de santé et menace les progrès accomplis au cours des 20 dernières années dans le domaine aussi bien de la santé que du développement, y compris pour ce qui est des avancées dans la lutte contre le VIH»

Abderrahmane Benbouzid, ministre de la Santé



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénaire Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr

BRAHIM GHALI, DANS UN ENTRETIEN À LA TÉLÉVISION ALGÉRIENNE :

« Le régime marocain est terroriste »

Dans une interview de 40 minutes accordée à la Télévision publique algérienne, diffusée mardi soir, le président de la République arabe sahraouie démocratique, Brahim Ghali, n'y est pas allé de main morte pour qualifier, à juste titre, ce qu'est la vraie nature du régime marocain, ses visées expansionnistes et sa politique belliqueuse à l'égard du peuple sahraoui contre lequel il avait livré une guerre en violant le cessez-le-feu le 13 novembre 2020.



Ph : APS

Le SG du Front Polisario a d'emblée affirmé que le régime royal de Mohammed VI, depuis notamment qu'il a fait la guerre au peuple sahraoui, a mené un « terrorisme d'État » en recourant à des armes sophistiquées ramenées de son allié sioniste prenant les civils sahraouis pour cible. « Le régime royal marocain est terroriste, expansionniste et belliqueux. C'est sa nature », a tonné Brahim Ghali. Toutefois, ceci est loin de décourager la lutte armée et encore moins avoir une incidence sur le moral et la volonté du combattant sahraoui. « Mais, cela n'impactera pas la volonté du combattant sahraoui et sa disposition à tomber en martyr », prêt à poursuivre la lutte pour l'indépendance, estime l'interviewé du journaliste Faouzi Aït Ali.

À la question de savoir un peu plus sur l'avenir du Sahara occidental occupé, Brahim Ghali s'est montré optimiste, en entonnant pour résumer « l'indépendance » avant d'enchaîner que « le Sahara occidental poursuit sa marche vers l'indépendance ». D'autre part, le président sahraoui est revenu sur le feuilleton de normalisation marocaine avec l'entité sioniste, dont il dénonce vigoureusement un pacte conclu avec « le diable » pour achever, mais en vain, la lutte sahraouie.

« LA GUERRE N'ÉTAIT PAS ENCORE FINIE »

Abordant la lutte contre l'occupant marocain, Brahim Ghali a précisé que la guerre « n'était pas encore finie », et que

« les efforts de la direction sahraouie axés sur l'apaisement des rues en attendant la prise de conscience par la communauté internationale, et à sa tête le Conseil de sécurité, avaient été torpillés suite à la violation éhontée par le Maroc du plan de règlement ». Quant à l'escalade de la guerre menée par le Makhzen, le président sahraoui a assuré qu'« à priori, il ne fallait pas se prononcer sur ce fait ». Et pour cause, il explique que la guerre « impose sa loi au diapason des nouvelles méthodes appliquées », ajoutant que le peuple sahraoui « était déterminé » à développer sa lutte armée jusqu'à amener l'occupant à admettre que sa politique fondée sur l'obstination, la fuite en avant et le génocide ne serviront à rien.

« La nature de la guerre se développe et chaque phase est plus rude et plus influente sur l'aspect psychologique et matériel du colonisateur », a-t-il souligné, expliquant que l'armée sahraouie « jouit de l'esprit d'initiative, c'est d'ailleurs un point fort qui la distingue de l'armée marocaine croupie dans ses retranchements ». Plus que ça, Brahim Ghali donne preuve de la détermination de son peuple à poursuivre la lutte armée. « Nous frappons là où nous voulons et lorsque nous le souhaitons », a riposté le président Ghali à la propagande du Makhzen. Sur ce, d'ailleurs, il a révélé que la RASD « s'attelle à développer des alliances militaires avec d'autres pays en faveur de la cause sahraouie », à travers notamment des alliances « concrétisées, entre autres, par la signature de nouveaux accords pour soutenir la lutte de l'armée sahraouie ».

S'agissant de l'ennemi marocain, Brahim Ghali a affirmé qu'en dépit du fait qu'il emploie, durant les deux derniers mois, des drones, l'armée royale d'occupation n'est pas parvenue à affronter les attaques de l'armée sahraouie, pourtant la quasi-totalité (90%) de ses attaques sont menées contre des cibles civiles. En sus, les pertes militaires dans les rangs des Sahraouis restent, une année après le déclenchement des hostilités, « très faibles », selon le président sahraoui, même s'il déplore « des grosses pertes ayant touché des civils », renvoyant de ses propos aux derniers actes terroristes (novembre, ndlr) marocains ciblant les Sahraouis.

Par contre, les pertes qu'a subies l'armée royale marocaine « sont incommensurables », a-t-il indiqué, citant l'exemple d'un seul assaut donné par les éléments de l'Armée de libération sahraouie contre une base militaire au pied du mur de la honte, et laquelle s'est soldée par 53 morts parmi les soldats marocains et plusieurs blessés.

Farid G.

BMS Des pluies orageuses à l'Ouest et au Centre du pays

Des pluies parfois sous forme d'averses orageuses, accompagnées localement de chutes de grêle, affecteront plusieurs wilayas de l'Ouest et du Centre du pays à partir d'aujourd'hui, a indiqué un bulletin météorologique spécial (BMS) émis, hier, par l'Office national de la météorologie.

Ces perturbations météorologiques d'un niveau de vigilance orange, toucheront les wilayas de Tlemcen, Ain Témouchent, Oran, Mostaganem, Chlef, Tipaza, Alger, Boumerdès, Tizi-Ouzou, Bouira, Blida, Médéa, Ain Defla, Tissemsilt, Tiaret, Relizane, Mascara et Sidi Bel Abbès, affirme la même source.

Quant à la validité du BMS, elle s'étend du jeudi 02 décembre à 06h00 au vendredi 03 décembre à 06h00, ajoute le communiqué de l'Office national de météorologie, soulignant que les quantités de ces pluies, accompagnées de rafales de vent sous orages, sont estimées entre 20 et 40 mm pouvant atteindre ou dépasser localement 50 mm, précise la même source.

SOUK AHRAS Décès de deux personnes asphyxiées par le monoxyde de carbone

Deux personnes sont décédées, hier après-midi à Souk Ahras, asphyxiées par le monoxyde de carbone, a indiqué le chargé de communication de la direction de wilaya de la Protection civile. Les éléments de la Protection civile de Souk Ahras du centre avancé de la RN 16 sont intervenus suite à l'asphyxie de deux personnes, âgées d'une trentaine d'années, par le monoxyde de carbone émanant d'un réchaud (tabouna) fonctionnant à l'aide d'une bonbonne de gaz butane, a précisé à l'APS le capitaine Réda Messaï. L'accident a eu lieu à l'intérieur du garage d'une maison située dans la cité 400 logements, a précisé la même source, ajoutant que les agents de la Protection civile sont intervenus sur place et acheminé les victimes à l'hôpital Ibn Rochd de la ville de Souk Ahras.

ALGER

Le trafic ferroviaire perturbé à cause de protestations

Les trains de banlieue sur les lignes reliant Alger à El Affroun, Thenia et Zéralda, ainsi que les trains de grandes lignes ont connu hier matin des perturbations dans leur marche en raison d'un mouvement de protestation, a indiqué la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF). "Cette perturbation vient suite à un mouvement de protestation qui a été déclenché ce matin à 08h00, par des conducteurs de train de la région d'Alger, sans préavis", a précisé la SNTF dans un communiqué publié sur sa page Facebook. Les trains sur les lignes concernées ont repris leur circulation normale, a fait savoir la SNTF vers midi.

RECRUTEMENT

Le Courrier d'Algérie recrute un correspondant de presse confirmé pour la wilaya de Constantine. Les candidats intéressés peuvent envoyer un CV et une lettre de motivation à l'adresse e-mail : redaction_courrier@yahoo.fr

SOUS-RIRE

Ballon d'or 2021 :
Lionel Messi récompensé pour la septième fois ...

